

PRÉFET DU VAL-D'OISE

CABINET

Cergy-Pontoise, le

14 AOUT 2019

Direction des Sécurités

Service interministériel de défense
et de protection Civiles

LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
Président des sous-commissions
départementales
de sécurité ERP/IGH et d'accessibilité

à

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
1, rue Ormeteaux
95450 FREMAINVILLE

OBJET :- Avis unique des sous-commissions de Sécurité E.R.P./I.G.H. et d'Accessibilité

N° AT/PC

AT N° 095 253 19 B 0001

N° dossier DDSIS

PC N° 095 253 19 B 0004

N° dossier DDT/SHRUB/PAQC

20191154

Demandeur

0519027

Nature des travaux

La Commune

Rénovation de la Maison du Village

Adresse des travaux

rue du Pavé

95450 FREMAINVILLE

REFER : Réunion des sous-commissions de Sécurité E.R.P./I.G.H. et d'Accessibilité du
06/08/19

P.J. : Procès-verbaux des sous-commissions de Sécurité E.R.P./I.G.H. et d'Accessibilité

Je vous informe que les sous-commissions de Sécurité E.R.P./I.G.H. et d'Accessibilité ont émis un **avis favorable** à la réalisation du projet cité en objet, assorti de leurs prescriptions respectives annexées au présent avis.

Je vous précise qu'il vous appartient de notifier ces prescriptions au pétitionnaire.

LE PRÉFET,

Pour le préfet,

Chloé VERHILLE
Chef du S.I.D.P.C.

PRÉFECTURE DU VAL D'OISE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DU VAL D'OISE

Direction Prévention et Organisation des Secours

Groupement Prévention

Affaire suivie par :
Adjudant-Chef Philippe POURRAT
Service Arrondissement de PONTOISE
tél : 01.30.17.71.47
philippe.pourrat@sdis95.fr

PP/RC/L 5/E253.00004

S/COM du 6 août 2019

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE
DE LA SECURITE ET DE L'ACCESSIBILITE

Sous-Commission E.R.P.-I.G.H.

Procès-verbal

OBJET : FREMAINVILLE - Commune - MAISON DU VILLAGE - FOYER POLYVALENT -
rénovation des locaux - avenue du Pavé

REFER : Transmission de la mairie en date du 22 mai 2019
Dossier n° AT25319B0001
Engagement initial du maître d'ouvrage relatif à la solidité en date du 13/05/2019

N/REFER : 2019-1154

Demandeur : monsieur Marcel ALLEGRE - Maire - 1 rue des Ormetteaux - 95450 FREMAINVILLE

Auteur du projet : Monsieur Jean-Paul PONS – EURL d'architecture – 24 rue Carnot – 95430
AUVERS-SUR-OISE

Présidente : Madame VERHILLE – Chef du S.I.D.P.C.

Membres présents :

- . **Monsieur ALLEGRE** - Maire de FREMAINVILLE ;
- . **Monsieur le Commandant CHATEAU** – Adjoint du Chef du Groupement prévention -
Représentant monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- . **Monsieur DEZELUT** - Représentant monsieur le directeur départemental des territoires.

1. Description :

1.1 Locaux :

Le programme prévoit le réaménagement du foyer polyvalent de la commune de Frémainville.

Il s'agit d'un bâtiment à simple rez-de-chaussée qui comprendra après travaux :

- 1 salle de 118 m²
- 1 cuisine dont la puissance des appareils de cuisson est inférieure à 20 kW
- 2 locaux rangements
- 2 vestiaires
- des sanitaires

1.2 Dégagements :

UP. La salle dispose de 2 dégagements sur l'extérieur, judicieusement répartis, totalisant 4

Les portes ouvrent dans le sens de l'évacuation.

La cuisine dispose également d'une porte sur l'extérieur.

1.3 Notice de sécurité :

Le maître d'ouvrage précise les points suivants :

- le bâtiment est situé à plus de 8 m des tiers en vis-à-vis,
- les locaux rangements sont isolés par des murs et plafonds CF 1 h et porte CF ½ h avec FP ;
- les aménagements intérieurs répondent aux dispositions suivantes :
 - Revêtements de sol : M0
 - Revêtements muraux : M2
 - Faux-plafonds : M1
- l'éclairage de sécurité est réalisé par blocs autonomes ;
- le chauffage est électrique ;
- les installations électriques sont conformes à la norme NF C 15-100 ;
- 1 alarme de type 4 est installée ainsi qu'un téléphone urbain.

1.4 Défense extérieure contre l'incendie :

La défense extérieure contre l'incendie est réalisée de manière satisfaisante par un poteau d'incendie situé à moins de 150 m de l'établissement (cf. conformité PI n° 02 en date du 22/06/2017).

2. Classement - Contrôle :

2.1 Textes de référence :

- Le code de la construction et de l'habitation (article R 123.14) relatif aux établissements recevant du public.
- Le règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié livre I et livre III portant dispositions particulières applicables aux établissements de 5^{ème} catégorie.

2.2 Classement :

En application des articles PE 3 et L 3, l'effectif du public est déterminé à raison de 1 personne/m² de surface de salle soit 118 personnes et 6 au titre du personnel.

L'établissement est donc classé en 5^{ème} catégorie de type L.

Au vu des effectifs, les dégagements décrits sont satisfaisants.

2.3 Contrôle :

Monsieur le maire peut, s'il le juge utile, faire procéder à une visite de sécurité, en vue de s'assurer de la conformité des installations avant la mise en exploitation des locaux.

A cet effet, l'attestation du maître d'ouvrage sur le respect des règles générales prises en application du chapitre I du titre I du livre I du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité, si les travaux le justifient, les procès-verbaux et certificats attestant de la conformité au règlement de sécurité et aux normes devront être présentés à la commission de sécurité au moins 48 heures avant la visite de réception technique sur site.

3. Prescriptions :

- 3.1 Respecter les éléments repris de la notice de sécurité. Toute modification devra faire l'objet d'un dossier adressé avant travaux à la mairie, pour avis de la sous-commission ERG-IGH (art. L111-8 du code de la construction et de l'habitation).
- 3.2 Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (art. GN 13).
- 3.3 Veiller à ce que l'agencement principal et le gros mobilier soit de catégorie M0 à M3 (PE 13 § 1).
- 3.4 Procéder ou faire procéder, en cours d'exploitation, par des techniciens compétents aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de l'établissement et notamment de chauffage, de l'éclairage, des installations électriques, les moyens de secours, etc. (art. PE 4 § 2).
- 3.5 Se référer aux articles PE 20, PE 21 et PE 22, pour les installations de chauffage.

- 3.6 Répartir judicieusement et en nombre suffisant des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques (art. PE 26 § 1).
Ces appareils doivent être facilement accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement.
- 3.7 Afficher, bien en vue, des consignes précises indiquant (art. PE 27 § 4) :
- 3.7.1 le numéro d'appel des sapeurs-pompiers,
 - 3.7.2 l'adresse du centre de secours de premier appel,
 - 3.7.3 les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.
- 3.8 Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et la manœuvre des moyens de secours (art. PE 27 § 5). Le personnel devra notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (art. GN 8).

4. Avis :

La sous-commission ERP-IGH émet un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation de ce projet dans les conditions définies dans le présent procès-verbal.

Pour le préfet,
La Présidente

Chloé VERHILLE
Chef du S.I.D.P.C.

PRÉFET DU VAL-D'OISE

Direction
départementale des
territoires

Service Habitat,
Rénovation Urbaine et
Bâtiment

Pôle Accessibilité
et Qualité de la
Construction

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

**Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité
des personnes handicapées**

PROCÈS-VERBAL de la réunion du 06/08/19

Affaire suivie par :

Farida MESSEN
TEL : 01 34 25 25 54
farida.messen@val-doise.gouv.fr

Textes de référence :

Loi n°2005-102 du 11/02/05

Ordonnance N° 2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

Décret n° 2014-1312 du 31 octobre 2014 modifiant le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

Décret n°2006-555 du 17/05/06 relatif à l'accessibilité des ERP, des IOP et des bâtiments d'habitation

Décret n°2006-672 du 08/06/06 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif

Arrêté du 01/08/06 modifié par l'arrêté du 30/11/07 relatif à l'accessibilité des ERP et des IOP

Arrêté du 20/04/2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP lors de leur construction et IOP lors de leur aménagement

Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret no 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public, modifié par l'arrêté du 28 avril 2017.

Arrêté du 9 mai 2007 définissant les établissements de la cinquième catégorie créés par changement de destination pour accueillir des professions libérales

Arrêté du 27 février 2019 publié le 2 mai au JO modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Arrêté du 22/03/07 modifié par l'arrêté du 03/12/07 relatif à l'attestation de conformité aux règles d'accessibilité

Arrêté préfectoral n° 2018-0034 du 5 juillet 2018 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées et aux commissions d'arrondissement dans le Val-d'Oise.

Objet :

N° AT/PC

AT N° 095 253 19 B 0001

PC N° 095 253 19 B 0004

Demandeur

La Commune

Hôtel de Ville

95450 FREMAINVILLE

Nature des travaux

Rénovation de la Maison du Village

Adresse des travaux

rue du Pavé

95450 FREMAINVILLE

V/Référence : Transmission de la Ville de Frémainville du 09/05/19

N/Référence : Dossier N° **SHRUB/PAQC/0519027**

Avis de la sous-commission départementale d'Accessibilité du 06/08/19

PRÉSIDENTE : Madame VERHILLE, Cheffe du service interministériel de défense et de protection civile, représentant le préfet du Val-d'Oise.

MEMBRES de la COMMISSION :

Représentant le directeur départemental des territoires :	Monsieur DEZELUT
Représentant le directeur départemental de la cohésion sociale :	Absent excusé ayant fait parvenir un avis écrit motivé
1 ^{er} représentant des propriétaires et exploitants des ERP (CCI) :	Monsieur BOILLEAUT
2 ^{ème} représentant des propriétaires et exploitants des ERP (CMA) :	Absent excusé ayant donné un pouvoir à la CCI
1 ^{er} représentant des Associations de personnes handicapées :	Absente excusée
2 ^{ème} représentant des Associations de personnes handicapées :	Absent excusé
3 ^{ème} représentant des Associations de personnes handicapées :	Absent excusé
4 ^{ème} représentant des Associations de personnes handicapées :	Absent excusé
Représentant de la mairie :	Monsieur ALLEGRE - Maire

ASSISTAIT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :

Monsieur MARCHON - Adjoint

DESCRIPTIF :

Le dossier soumis à l'avis de la sous-commission départementale d'Accessibilité est relatif à la rénovation de la Maison du Village.

ANALYSE DU PROJET :

Cet établissement élevé sur simple rez-de-chaussée est classé en 5^e catégorie de type L.

À l'issue des travaux, cet établissement comprendra, pour les parties accessibles au public : une salle d'activités collectives de 118 m², un bloc sanitaire de 16 m², une cuisine de 25 m², deux espaces vestiaires de 3 m² et 4 m², deux espaces rangements de 9 m² et 8 m².

L'aménagement extérieur est revu pour permettre l'accessibilité des personnes à mobilité réduites. L'entrée principale est déplacée sur la façade Sud-Est. Elle est desservie par deux ensembles de marches avec mains courantes et une rampe PMR.

Un parking de 5 places dispose d'une place de stationnement PMR.

Les accès piétons sont réalisés en béton lavé avec pallier de repos au droit des accès.

L'éclairage est conforme à la réglementation.

Le seuil de l'accès principal sera chanfreiné.

Toutes les portes ont une largeur minimale de 90 cm et dispose d'un espace de manœuvre.

Les circulations intérieures sont conformes à la réglementation.

Il est prévu l'aménagement d'un sanitaire mixte PMR.

Les équipements, le mobilier et les dispositifs de commande seront repérables et utilisables pour les PMR.

Les escaliers extérieurs sont sécurisés.

Cependant, certains points du projet tels que les sanitaires ne sont pas détaillés dans la notice.

L'avis de la Sous-Commission départementale d'Accessibilité ne concerne que les locaux ouverts au public à l'exception des locaux soumis au code du travail.

Pour répondre aux dispositions définies par l'arrêté du 8 décembre 2014, le maître d'ouvrage devra respecter les éléments pris en compte pour la réalisation du projet, éléments détaillés dans la notice d'accessibilité et sur les plans joints au dossier ainsi que les prescriptions suivantes :

Important : Pour tous les ERP quelle que soit leur catégorie, un registre public d'accessibilité doit être constitué et mis à la disposition de toute personne qui en fait la demande, et ceci depuis le 30 septembre 2017 conformément au décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/3/28/LHAX1702913D/jo/texte>

CONTRÔLE ET SANCTIONS

Le préfet et l'autorité compétente mentionnée aux articles L. 422-1 à L. 422-3 du code de l'urbanisme, ou leurs délégués, ainsi que les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé de la construction et assermentés peuvent, sous réserve des dispositions de l'article L. 111-8-3 du présent code, visiter les constructions en cours soumises aux dispositions du présent code afin de vérifier que ces dispositions sont respectées et se faire communiquer tous documents se rapportant à la réalisation de ces opérations.

Le droit de visite et de communication prévu au premier alinéa du présent article s'exerce jusqu'à six ans après l'achèvement des travaux.

Est puni d'une amende de 45 000 euros le fait, pour les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution de travaux, de méconnaître les obligations imposées par les articles L. 111-4, L. 111-7-1, L. 111-7-2, L. 111-7-3, L. 111-8, L. 111-9, L. 111-10, L. 111-10-1, L. 111-10-4, L. 112-17, L. 112-18, L. 112-19, L. 125-3, L. 131-4 et L. 135-1, par les règlements pris pour leur application ou par les autorisations délivrées en conformité avec leurs dispositions. En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de six mois peut en outre être prononcée.

Les peines prévues à l'alinéa précédent sont également applicables :

1° En cas d'inexécution, dans les délais prescrits, de tous travaux accessoires d'aménagement ou de démolition imposés par les autorisations mentionnées au premier alinéa ;

2° En cas d'inobservation, par les bénéficiaires d'autorisations accordées pour une durée limitée ou à titre précaire, des délais impartis pour le rétablissement des lieux dans leur état antérieur ou la réaffectation du sol à son ancien usage.

À compter de la fin du douzième mois suivant la publication de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014, le propriétaire ou l'exploitant responsable de la mise en accessibilité d'un établissement recevant du public qui n'a pas rempli les obligations prévues à l'article L. 111-7-3 est puni des peines prévues au premier alinéa.

Les personnes physiques coupables de l'un des délits prévus au présent article encourent également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues à l'article 131-35 du code pénal.

Votre demande a fait l'objet d'un avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité pour les travaux envisagés au sein de votre établissement, sous réserve de prendre en compte les prescriptions éventuellement émises dans le présent procès-verbal.

Dans votre cas, seule la production d'une attestation d'accessibilité prévue au dernier alinéa de l'article L. 111-7-3 du code de la construction et de l'habitation suite à la réalisation de travaux conformes à la réglementation en vigueur vous permettra de ne plus être sous la menace de sanctions. *

– si ces travaux sont réalisés dans un local dans lequel vous vous installez ou sont consécuteurs à un réaménagement dans un local déjà conforme et déclaré accessible, OU, une fois les travaux de mise en accessibilité terminés, vous devrez joindre :

* de préférence de façon dématérialisée, sur le site :

www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-d-accessibilite-erp-siret

www.demarches-simplifiees.fr/commencer/attestation-d-accessibilite-erp-sans-siret

* à défaut, par courrier recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante :

Préfecture, DDT/SHRUB/PAQC, 5, avenue Bernard Hirsch, CS 20 105 – 95 010 Cergy-Pontoise CEDEX

Les documents suivants :

Pour les ERP de 5^e catégorie, l'attestation d'accessibilité (qui peut être une attestation sur l'honneur contenant des informations précises)

Ces pièces sont délivrées par un acteur extérieur, autre que le propriétaire ou le locataire.

Rappel : L'absence de transmission de l'attestation d'achèvement et des documents qui lui sont joints est sanctionnée par une amende forfaitaire de 1 500 euros pour un ERP de 5^e catégorie.

Vous trouverez tous les types de documents à télécharger sur le site suivant :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Formulaires-Cerfa-et-modeles-types.html>

PRESCRIPTIONS :

Article 12 : Dispositions relatives aux sanitaires.

Un cabinet d'aisances adapté pour les personnes handicapées présente les caractéristiques suivantes :

- Il comporte un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré ;
- Il comporte un lave-mains accessible dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m ;
- La surface d'assise de la cuvette est située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants ;
- Une **barre d'appui** latérale est prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre est située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support permet à un adulte de prendre appui de tout son poids.

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'ACCESSIBILITÉ :

La Sous-Commission d'Accessibilité de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité émet un **AVIS FAVORABLE** à la réalisation de ce projet, assorti des prescriptions susvisées.

Dans le cadre du permis de construire, l'autorisation d'ouverture, prévue à l'article L 111-8-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, devra être précédée par la fourniture d'une attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables. Cette attestation devra être établie par un professionnel compétent, contrôleur technique ou architecte, indépendant de la maîtrise d'œuvre.

Pour le préfet,
La Présidente

Chloé VERHILLE
Chef du S.I.D.P.C.